

## Mise à jour du rapport de zonage assainissement Montluçon Communauté

### Notice générale zonage assainissement

## Sommaire

1.....	Résumé non technique.....	1
1.1	Contexte.....	1
1.2	Réglementation relative au zonage d'assainissement .....	1
1.3	Incidence sur le territoire de Montluçon Communauté .....	3
2.....	Assainissement collectif .....	5
2.1	Réglementation .....	5
2.2	Réseau de collecte existant.....	6
3.....	Assainissement non collectif .....	10
3.1	Réglementation .....	10
3.2	Dispositif d'assainissement non collectif .....	10
3.3	Responsabilité des propriétaires .....	21
3.4	Responsabilité de la collectivité – Service de l'assainissement non collectif.....	22
3.5	Diagnostic des équipements existants dans les zones non collectées – Résultats des enquêtes du SPANC .....	24
3.6	Filière d'assainissement autonome préconisée .....	24
4.....	Présentation de la carte de zonage d'assainissement eaux usées.....	26
4.1	Généralités – Périmètre de l'assainissement collectif.....	26
4.2	Critères de choix pour le zonage de l'assainissement .....	26
4.3	Scénarios d'assainissement étudiés .....	27
5.....	Présentation de la carte de zonage pluvial .....	29
5.1	Rappels réglementaires .....	29
5.2	Recommandations générales .....	32

## Table des illustrations

Figure n°1 : Fosse toutes eaux .....	13
Figure n°2 : Epandage souterrain .....	14
Figure n°3 : Filtre à sable vertical .....	15
Figure n°4 : Filtre à sable vertical drainé .....	16
Figure n°5 : Tertre d'infiltration non drainé .....	17
Figure n°6 : Schéma de principe de disposition de tout système d'assainissement non collectif .....	19
Figure n°7 : Schéma de principe d'une installation avec filtre à sable drainé .....	25
Figure n°8 : Prise en compte de la superficie globale du projet : superficie de la parcelle + superficie du bassin versant amont .....	29

## Liste des tableaux

Tableau n°1 : Caractéristiques des STEP de MONCO .....	7
Tableau n°2 : Coûts moyens des équipements d'assainissement non-collectif .....	20
Tableau n°3 : Critères SERP .....	21
Tableau n°4 : Comparaison des deux modes envisageables dans le zonage de l'assainissement .....	27

## Liste des abréviations, des sigles et des acronymes

ANC	Assainissement Non Collectif
BDQE	Bureau Départemental de la Qualité de l'Eau
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
DBO <sub>5</sub>	Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DTU	Document Technique Unifié
EH	Equivalent Habitant
EP	Eaux Pluviales
EPCI	Etablissements Publics de Coopération Intercommunale
EU	Eaux Usées
FSTE	Fosse Septique Toutes Eaux
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MES	Matières En Suspension
MONCO	Montluçon Communauté
OMS	Objectif Moins Strict
PLUiH	Plan Local d'Urbanisme intercommunal et Habitat
PP	Pièce Principale
PR	Poste de refoulement
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SIVOM	Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
STEP	Station d'Epuration
ZAC	Zone d'Aménagement Concertée
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

# 1 RESUME NON TECHNIQUE

Le présent document constitue la notice explicative du zonage d'assainissement, à l'échelle de Montluçon Communauté. Les 21 communes du territoire de Montluçon Communauté ont chacune fait l'objet de deux notices détaillées concernant le zonage eaux usées et le zonage eaux pluviales. Les différents éléments techniques sont à retrouver en détail dans ces documents, par commune.

## 1.1 Contexte

En 2014, l'ancienne Communauté d'Agglomération Montluçonnaise a engagé une procédure visant à réaliser une étude de zonage sur l'ensemble du territoire communautaire comprenant alors dix communes : Désertines, Domérat, Lamais, Lavault-Sainte-Anne, Lignerolles, Montluçon, Prémilhat, Quinssaines, Saint-Victor et Teillet-Argenty.

Cette étude, restituée en octobre 2015, avait pour objet de définir l'emprise des modes d'assainissement collectif et non collectif, des eaux usées d'origine domestique.

Afin de finaliser cette démarche, il était prévu de procéder début 2017 à l'enquête publique visant à approuver le zonage en Conseil Communautaire.

Cependant, au 1er janvier 2018 les élus décidaient de la fusion de la Communauté de l'Agglomération Montluçonnaise avec la Communauté de Communes de Marcillat-en-Combraille pour créer un nouvel EPCI dénommé « Montluçon Communauté ». Onze communes ont alors intégré la Communauté d'Agglomération : Arpheuilles-Saint-Priest, La Petite-Marche, Marcillat-en-Combraille, Mazirat, Ronnet, Saint-Fargeol, Saint-Genest, Saint-Marcel-en-Marcillat, Sainte-Thérèse, Terjat et Villebret.

L'élaboration du PLUiH de MONCO a été actée par délibération le 21 novembre 2016. Il a ainsi été décidé de différer la procédure d'approbation du zonage (enquêtes publiques et délibération) et d'envisager une étude complémentaire pour les onze nouvelles communes avant l'approbation du zonage pour l'ensemble de son territoire.

## 1.2 Réglementation relative au zonage d'assainissement

Les communes ont pour obligation d'exercer la compétence en matière d'assainissement (articles L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales) et se doivent de faire les choix nécessaires à la mise en œuvre de cette obligation en définissant notamment le ou les systèmes d'assainissement les plus adaptés aux caractéristiques de la commune et à son environnement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-10 du CGCT, elles délimitent ainsi :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non-collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaire, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de

ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Une réflexion prospective sur l'assainissement des différentes parties du territoire doit être menée à cette occasion.

La mise en œuvre de ces obligations n'implique donc pas, dès lors qu'une commune a le choix, de mettre en place un système d'assainissement collectif en raison de la présence d'une zone urbanisée, ni d'étendre ce système à l'ensemble du territoire communal.

Au contraire, l'article R. 2224-7 du CGCT précise que les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas :

- soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement ;
- soit parce que son coût serait excessif ;

peuvent être placées en zone d'assainissement non-collectif.

L'obligation de raccordement des immeubles aux égouts, formulée par l'article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique, s'entend dans ce contexte. Des exonérations à l'obligation de raccordement au réseau collectif sont possibles. Elles impliquent alors que les immeubles soient obligatoirement dotés d'un assainissement non-collectif et les installations maintenues en bon état de fonctionnement. Ces possibilités d'exonération existent, mais elles sont strictement encadrées afin de ne pas porter atteinte à l'objectif général de raccordement. Les conditions d'exonération sont en effet de deux ordres et doivent être interprétées de manière cumulative. En premier lieu, l'immeuble en question doit présenter un caractère « difficilement raccordable », ce qui implique que la preuve de ce caractère puisse être apportée par le Maire lorsqu'il décide d'accorder une exonération. En second lieu, il doit être équipé d'une installation d'assainissement autonome, c'est-à-dire s'inscrire dans le cadre de l'assainissement non-collectif.

La circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997, relative à l'assainissement non-collectif, précise que par expérience, l'assainissement collectif ne se justifie plus pour des considérations financières, dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20-25 mètres. Cette distance devant être relativisée en fonction de l'étude des milieux physiques. Au-dessus de 30 mètres, la densité est telle que l'assainissement non-collectif est compétitif, sauf conditions particulières (par exemple la présence d'une nappe sensible à protéger).

Si la loi fixe des obligations de résultats aux communes, elle leur laisse cependant le choix des moyens, notamment pour délimiter sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif (où la collecte et l'épuration sont prises en charge par le service public d'assainissement) et les zones relevant de l'assainissement non-collectif (où la mise en place et l'entretien des dispositifs sont de la responsabilité des personnes privées). La détermination des zones d'assainissement collectif et non-collectif prévue par l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales doit ainsi être précédée d'une réflexion technico-économique et environnementale qui doit conduire à choisir l'assainissement non-collectif dans tous les secteurs où il est techniquement réalisable et où l'assainissement collectif ne se justifie pas, à savoir notamment les zones rurales ou peu densément urbanisées. Le zonage d'assainissement permet donc une optimisation de ces choix.

Le zonage assainissement ne constitue pas à lui seul un schéma directeur d'assainissement. Ce plan de zonage identifie la vocation des différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de l'aptitude des sols, du coût de chaque option et de la densification de l'urbanisation. Il ne fige donc pas une situation en matière d'assainissement. Pour autant, les constructions situées en zone « assainissement collectif » ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui

sera retenu. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel maintenu en bon état de fonctionnement.

## 1.3 Incidence sur le territoire de Montluçon Communauté

### 1.3.1 Assainissement collectif

La **compétence assainissement collectif** est assurée par **Montluçon Communauté** sur l'ensemble de son territoire.

Compte-tenu de la densité de l'habitat, de la nature et configuration des terrains, du fonctionnement des systèmes d'assainissement non collectif dans les zones non raccordables actuellement, il apparaît à terme que la solution la plus intéressante au niveau technique et économique aboutit à inclure les zones d'habitat dense en zone d'assainissement collectif.

Les centres-villes et centres-bourgs sont situés dans une zone d'assainissement collectif, à l'exception des parcelles non raccordables au réseau collectif d'assainissement, puisque les conditions techniques et économiques d'un raccordement n'apparaissent pas raisonnables (coût d'investissement par branchement élevé et contexte local permettant l'installation d'un assainissement non collectif efficace).

Le zonage de l'assainissement collectif comprend les deux types de zones suivantes :

- les zones vertes dites « limites du périmètre d'assainissement collectif actuel », qui correspondent aux zones actuellement raccordées ou raccordables à l'assainissement collectif immédiatement ;
- les zones jaunes, complémentaires aux précédentes, dites « limites du périmètre d'assainissement collectif futur », non raccordables actuellement mais pour laquelle il apparaît que la solution la plus raisonnable à terme est l'assainissement collectif.

### 1.3.2 Assainissement non collectif

La compétence **assainissement non collectif** est assurée par plusieurs entités sur le territoire :

- **Montluçon Communauté** pour les communes de Désertines, Lavault-Sainte-Anne, Montluçon, Teillet-Argenty, Arpheuilles-Saint-Priest, Ronnet et Terjat ;
- **SIVOM Région Minière** pour les communes de La Petite-Marche, Marcillat-en-Combraille, Mazirat, Saint-Fargeol, Saint-Genest, Saint-Marcel-en-Marcillat, Sainte-Thérèse et Villebret ;
- **SIVOM Rive Gauche du Cher** pour les communes de Domérat, Lamais, Lignerolles, Prémilhat, Quinssaines et Saint-Victor.

Les zones relevant de l'assainissement non collectif sont limitées sur le territoire à des secteurs isolés pour lesquels il n'est pas justifié d'envisager un raccordement au réseau collectif. Ce sont les secteurs périurbains et ruraux non raccordables à un réseau collectif d'assainissement public ou éloignés des centre-bourgs pour lesquels les dispositifs d'assainissement non collectif sont bien adaptés et technico-économiquement plus intéressants que le raccordement à un réseau d'assainissement collectif.

### 1.3.3 Eaux pluviales

La **compétence gestion des eaux pluviales urbaines** est assurée par **Montluçon Communauté** sur l'ensemble de son territoire.



Montluçon Communauté a souhaité élaborer la cartographie du périmètre d'intervention de la direction eau et assainissement pour la gestion des eaux pluviales urbaines, suite à la prise de compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

L'élaboration de cette cartographie et d'une notice de zonage pluvial par commune permet de préciser les orientations du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Cher Amont en matière de gestion des eaux pluviales urbaines.



## 2 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### 2.1 Réglementation

La conception et la gestion des systèmes d'assainissement sont régies par l'arrêté du 21 juillet 2015 et l'arrêté modificatif du 31 juillet 2020, relatifs aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

**Cet arrêté définit des règles de conception.**

- Concernant le système de collecte :

Il doit être conçu afin de pouvoir acheminer, hors situations inhabituelles notamment de fortes pluies, l'ensemble des eaux usées collectées pour traitement avant rejet (article 5).

Pour les systèmes de collecte unitaires ou mixtes, la gestion des eaux pluviales à la source doit être privilégiée (article 5).

- Concernant la station de traitement :

Elles doivent être implantées en zone non inondable de manière à ne pas compromettre la santé et la sécurité du voisinage.

La STEP doit être hors d'eau pour une crue de retour 5 ans et les installations électriques doivent être hors d'eau pour une crue de retour 100 ans.

Le rejet se fait en milieu superficiel. L'infiltration est une filière dérogatoire sous avis d'un hydrogéologue agréé.

Une analyse du risque de défaillance est une obligation pour les STEU en service supérieure à 2 000 EH et pour les nouvelles STEU supérieures à 200 EH.

**Cet arrêté définit les règles d'auto-surveillance des systèmes de collecte.**

Pour les systèmes inférieurs à 2 000 EH, il n'y a pas d'obligation d'autosurveillance.

**Cet arrêté définit les règles d'auto-surveillance des stations de traitement.**

Les principes généraux sont le suivi métrologique des effluents en entrée de STEP, des effluents rejetés au milieu récepteur avant tout traitement, les effluents rejetés au milieu récepteur après traitement partiel et les eaux usées traitées. La nature des informations et leur fréquence de recueil augmentent avec la taille des agglomérations. La surveillance peut être renforcée par arrêté préfectoral.

Des agglomérations peuvent être concernées par un suivi du milieu récepteur et par la recherche de micropolluant dans les rejets de la STEP.

**Cet arrêté définit les règles de diagnostic du système d'assainissement.**

Les agglomérations inférieures à 2 000 EH sont soumises à un diagnostic périodique du système d'assainissement tous les 10 ans au minimum.

**Cet arrêté définit les documents à produire pour les suivis des systèmes :** cahier de vie et bilans de fonctionnement pour les agglomérations d'assainissement inférieures à 2 000 EH.

**Cet arrêté régit la gestion et la surveillance des boues de station de traitement.**

Pour les boues valorisées en agriculture, il faut disposer d'un système de stockage des boues d'une capacité de 6 mois minimum.

L'évaluation de la conformité des systèmes de collecte par temps de pluie est expliquée dans la note technique du 7 septembre 2015.

La conformité est atteinte si au moins un des trois objectifs suivants est respecté :

- Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5 % des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année ;
- Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5 % du flux de pollution produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année ;

Formule de calcul des 2 premières propositions :

$$\frac{\sum \text{volumes ou flux de pollution au niveau des A1}}{\sum \text{volumes ou flux de pollution au niveau des A1 et A2 et A3}} \times 100 \leq 5$$

Ou A1 sont les déversoirs d'orage soumis à autosurveillance réglementaire,

A2 est le déversoir d'orage en tête de station,

A3 est l'entrée STEP.

- Moins de 20 jours de déversement ont été constatés durant l'année au niveau de chaque déversoir d'orage soumis à autosurveillance réglementaire.

Des adaptations préfectorales sont possibles en fonction de la sensibilité du milieu récepteur et du coût engendré pour le respect de ces objectifs.

Les modalités d'évaluation sont les suivantes :

- Une évaluation annuelle par la police de l'eau sur la base des données issues de l'autosurveillance réglementaire des 5 dernières années ;
- Une fois proposé par le maître d'ouvrage et validé par le préfet, le critère choisi figure dans l'acte administratif réglementant le système d'assainissement et reste identique au fil du temps ;
- Le système est jugé non conforme si l'autosurveillance est absente, insuffisante ou si les résultats sont non transmis ;
- Le système est jugé conforme si le critère acté est respecté et l'autosurveillance est complète et validée.

## 2.2 Réseau de collecte existant

MONCO gère les réseaux d'assainissement sur l'ensemble de son territoire, que l'on retrouve dans les zones urbanisées.

Trente unités de traitement sont existantes sur le territoire de Montluçon Communauté, et sont réparties sur dix-neuf communes. Seules les communes de Ronnet et Sainte-Thérance ne disposent d'aucun système d'assainissement collectif.

Les caractéristiques des unités de traitement sont détaillées dans le tableau ci-après, et sont basées sur les derniers rapports de synthèse réalisés par le BDQE.

Au total, la capacité nominale pour l'ensemble des unités de traitement du territoire de MONCO est d'environ 96 016 EH.

Tableau n°1 : Caractéristiques des STEP de MONCO

STEP	Commune d'implantation	Type de traitement	Date de la mise en service	Capacité constructeur	Débit nominal (temps sec)
Le Bourg	Arpheuilles-Saint-Priest	Lagunage	01/01/1984	135 EH (8,1 kg DBO <sub>5</sub> /j)	22 m <sup>3</sup> /j
Ricros	Domérat	Boues activées	01/04/1990	180 EH (10,8 kg DBO <sub>5</sub> /j)	27 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	La Petite-Marche	Lagunage	01/02/1992	135 EH (8,10 kg DBO <sub>5</sub> /j)	22 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Lamaids	Filtre à sable	01/07/2007	45 EH (2,7 kg DBO <sub>5</sub> /j)	7 m <sup>3</sup> /j
Route de Guéret	Lamaids	Filtres plantés de roseaux	01/01/2014	125 EH (7,50 kg DBO <sub>5</sub> /j)	19 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Lignerolles	Lagunage	01/09/1993	360 EH (21,6 kg DBO <sub>5</sub> /j)	54 m <sup>3</sup> /j
Le Mont	Lignerolles	Filtres plantés de roseaux	01/01/2013	100 EH (6 kg DBO <sub>5</sub> /j)	15 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Marcillat-en-Combraille	Filtres plantés de roseaux	01/01/2019	750 EH (45 kg DBO <sub>5</sub> /j)	225 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Mazirat	Lagunage	01/01/1992	135 EH (8,10 kg DBO <sub>5</sub> /j)	22 m <sup>3</sup> /j
La Loue	Montluçon	Boues activées	01/01/1993	88 833 EH (5330 kg DBO <sub>5</sub> /j)	24 000 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Prémilhat	Filtres plantés de roseaux	01/09/2015	600 EH (36 kg DBO <sub>5</sub> /j)	90 m <sup>3</sup> /j
Les Ouches	Prémilhat	Filtres à sable	02/06/2003	125 EH (7,50 kg DBO <sub>5</sub> /j)	19 m <sup>3</sup> /j

STEP	Commune d'implantation	Type de traitement	Date de la mise en service	Capacité constructeur	Débit nominal (temps sec)
Bourg	Quinssaines	Filtres plantés de roseaux	01/01/2015	330 EH (19,8 kg DBO <sub>5</sub> /j)	50 m <sup>3</sup> /j
Bergerottes	Quinssaines	Lit bactérien et filtres à sables	01/04/2003	350 EH (21 kg DBO <sub>5</sub> /j)	58 m <sup>3</sup> /j
La Prade	Quinssaines	Filtres à sable	03/09/2001	350 EH (21 kg DBO <sub>5</sub> /j)	52 m <sup>3</sup> /j
Coursage	Quinssaines	Filtres plantés de roseaux	01/09/2014	333 EH (20 kg DBO <sub>5</sub> /j)	62 m <sup>3</sup> /j
Aire	Quinssaines	Filtres à sable	01/11/2007	120 EH (7,20 kg DBO <sub>5</sub> /j)	18 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Saint-Fargeol	Lit bactérien	01/07/1999	180 EH (10,8 kg DBO <sub>5</sub> /j)	27 m <sup>3</sup> /j
Villejaleix	Saint-Fargeol	Lagunage	01/01/1992	135 EH (8,10 kg DBO <sub>5</sub> /j)	22 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Saint-Genest	Lagunage	01/03/1991	55 EH (3,30 kg DBO <sub>5</sub> /j)	12 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Saint-Marcel-en-Marcillat	Filtres plantés de roseaux	31/12/2007	75 EH (4,50 kg DBO <sub>5</sub> /j)	11 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Saint-Victor	Boues activées	01/08/2013	500 EH (30 kg DBO <sub>5</sub> /j)	75 m <sup>3</sup> /j
Bourg	Teillet-Argenty	Lagunage naturel	01/08/1986	225 EH (13,5 kg DBO <sub>5</sub> /j)	38 m <sup>3</sup> /j
Beaubignat	Teillet-Argenty	Filtres plantés de roseaux	01/01/2015	100 EH (6 kg DBO <sub>5</sub> /j)	15 m <sup>3</sup> /j
Le Bourg	Terjat	Lagunage	05/10/1993	90 EH (5,40 kg DBO <sub>5</sub> /j)	15 m <sup>3</sup> /j

STEP	Commune d'implantation	Type de traitement	Date de la mise en service	Capacité constructeur	Débit nominal (temps sec)
Le Bourg	Villebret	Filtres plantés de roseaux	01/02/2014	1 000 EH (60 kg DBO <sub>5</sub> /j)	430 m <sup>3</sup> /j
Champ Noyer	Villebret	Lagunage	01/12/1998	100 EH (6 kg DBO <sub>5</sub> /j)	15 m <sup>3</sup> /j
La Goutelle	Villebret	Lagunage	01/06/1997	300 EH (18 kg DBO <sub>5</sub> /j)	45 m <sup>3</sup> /j
Polier	Villebret	Lagunage	01/12/1998	150 EH (9 kg DBO <sub>5</sub> /j)	22 m <sup>3</sup> /j
Beauregard	Villebret	Lagunage	01/09/1998	100 EH (6 kg DBO <sub>5</sub> /j)	15 m <sup>3</sup> /j

La plupart des effluents des communes limitrophes à Montluçon (notamment Domérat, Saint-Victor, Désertines, Lavault-Sainte-Anne et Prémilhat) sont traités à la STEP de la Loue située au nord de la commune de Montluçon. Cette station est la plus importante du territoire de MONCO.

En 2021, la STEP de la Loue a reçu une charge de 3 019 kgDBO<sub>5</sub>/j et le débit moyen journalier en entrée de STEP était de 18 596 m<sup>3</sup>/j. En moyenne, la charge hydraulique en entrée de station représente 77% de la capacité nominale de la station. La capacité nominale a notamment été dépassée 56 fois dans l'année. Sur l'ensemble de l'année 2021, la qualité des effluents traités et rejetés au milieu naturel est satisfaisante. Les exigences épuratoires définies dans la réglementation sont respectées. Le fonctionnement et les rendements épuratoires de la STEP donnent satisfaction.

Le bilan de fonctionnement de chacune des unités de traitement est détaillé dans les notices par commune.

## 3 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 3.1 Réglementation

L'assainissement non-collectif se définit comme "toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées (...) des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées".

Il est aussi appelé assainissement individuel ou autonome.

La directive européenne du 21 mai 1991, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, puis la Loi sur l'Eau du 30 décembre 2006 reconnaissent ce type d'assainissement comme une solution à part entière, alternative à l'assainissement collectif ("tout à l'égout"). En effet, lorsqu'il est correctement installé et entretenu, les performances de l'assainissement non-collectif sont très efficaces pour préserver la salubrité publique et protéger l'environnement.

Les équipements d'assainissement non-collectif sont régis par les arrêtés suivants :

- **l'arrêté du 7 mars 2012** modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non-collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>. Les modalités d'application de l'arrêté ont été reprises par **la norme AFNOR XP DTU 64.1. P1-1 et P1-2 (indice de classement P 16-603-1-1 et 1-2)** ;
- **l'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non-collectif ;
- **l'arrêté du 3 décembre 2010** modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non-collectif.

Ils doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique.

Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué ;
- un dispositif de traitement pouvant utiliser le pouvoir épurateur du sol.

### 3.2 Dispositif d'assainissement non collectif

#### 3.2.1 Pré-traitements

La "Fosse Septique Toutes Eaux" recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m<sup>3</sup> pour les logements ayant jusqu'à 5 pièces. Ce volume est augmenté de 1 m<sup>3</sup> par pièce supplémentaire.

Deux types de phénomènes se déroulent dans la fosse septique toutes eaux :

- un **phénomène physique de clarification** par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
- un **phénomène biologique** avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La "Fosse Septique Toutes Eaux" assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours.

Elle doit être contrôlée et vidangée régulièrement (tous les 2 à 4 ans) ; c'est-à-dire avant que la hauteur de boues dépasse 50 % du volume utile. En effet, les boues et graisses diminuent son volume utile. Si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

La fosse septique toutes eaux n'admet que les eaux usées domestiques. Les eaux pluviales doivent être évacuées séparément et ne doivent en aucun cas transiter par le système de traitement. Il s'agit d'une préconisation générale.

La "Fosse Septique Eaux Vannes" ne recevant que les eaux de W-C, est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, que si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

Le pré-filtre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique. Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de l'eau, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval. Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

### 3.2.2 Epuration et évacuation

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes et lits d'épandage, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol.

Les tranchées filtrantes et lits d'épandage peuvent être remplacés par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable drainant...). Ces dispositifs assurent alors la fonction de traitement. Pour ceux comportant un système de drainage, un dispositif d'évacuation des eaux traitées (rejet vers le réseau hydrographique par exemple) est nécessaire. Les puits ou puits d'infiltration ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent donc être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé.

En termes de traitement des eaux usées, plusieurs solutions sont disponibles :

- les dispositifs de traitement utilisant le sol en place :
  - tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain),
  - lit d'épandage à faible profondeur,
- les dispositifs de traitement utilisant le sol reconstitué :
  - lit filtrant vertical non drainé,
  - filtre à sable vertical drainé,
  - lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolithe,
  - lit filtrant drainé à flux horizontal.



Le traitement peut également se faire par des dispositifs agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement. Ces dispositifs sont les suivants :

- les filtres compacts,
- les filtres plantés,
- les microstations à cultures libres,
- les microstations à cultures fixées,
- les microstations SBR.

Ces agréments portent seulement sur le traitement des eaux usées. En sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable, et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

Une liste des installations agréées est présentée sur le site internet interministériel de l'assainissement non-collectif :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Les cinq figures suivantes précisent la composition théorique des différents dispositifs d'assainissement autonome.

Figure n°1 : Fosse toutes eaux

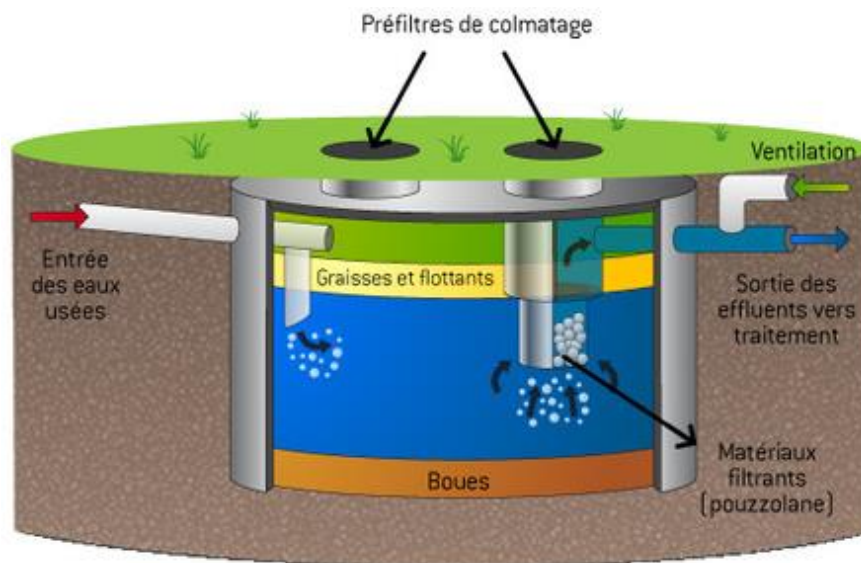
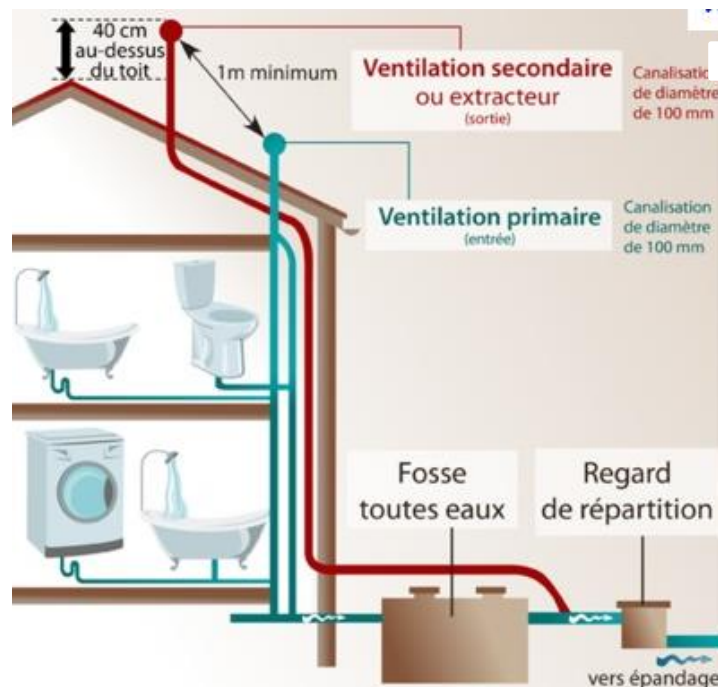


Figure n°2 : Epandage souterrain

Critères de mise en place :

- Perméabilité :  $K = 15$  à  $500$  mm/h
- Hydromorphie/nappe : absence
- Epaisseur de sol :  $> 1$  m
- Pente du sol :  $0$  à  $15\%$

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Longueur* (en ml)	
			sol sableux	sol argileux
5	3	$3 \text{ m}^3$	45	60 à 90
6	4	$4 \text{ m}^3$	60	90 à 120
7	5	$5 \text{ m}^3$	75	120 à 150

\* + 15 ml par chambre supplémentaire

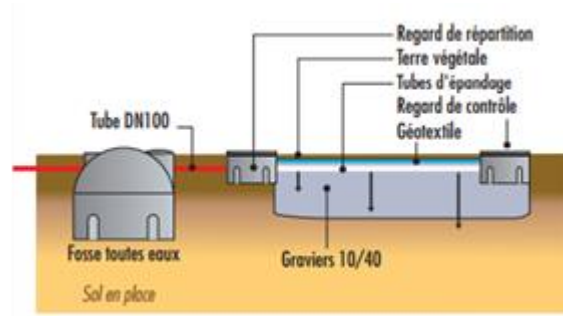
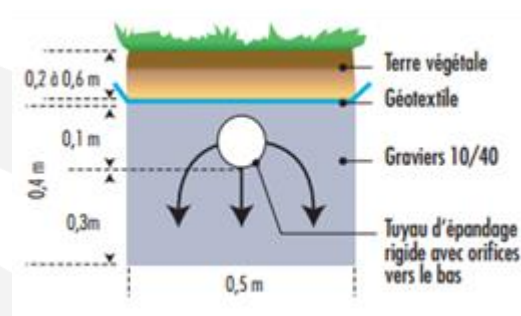
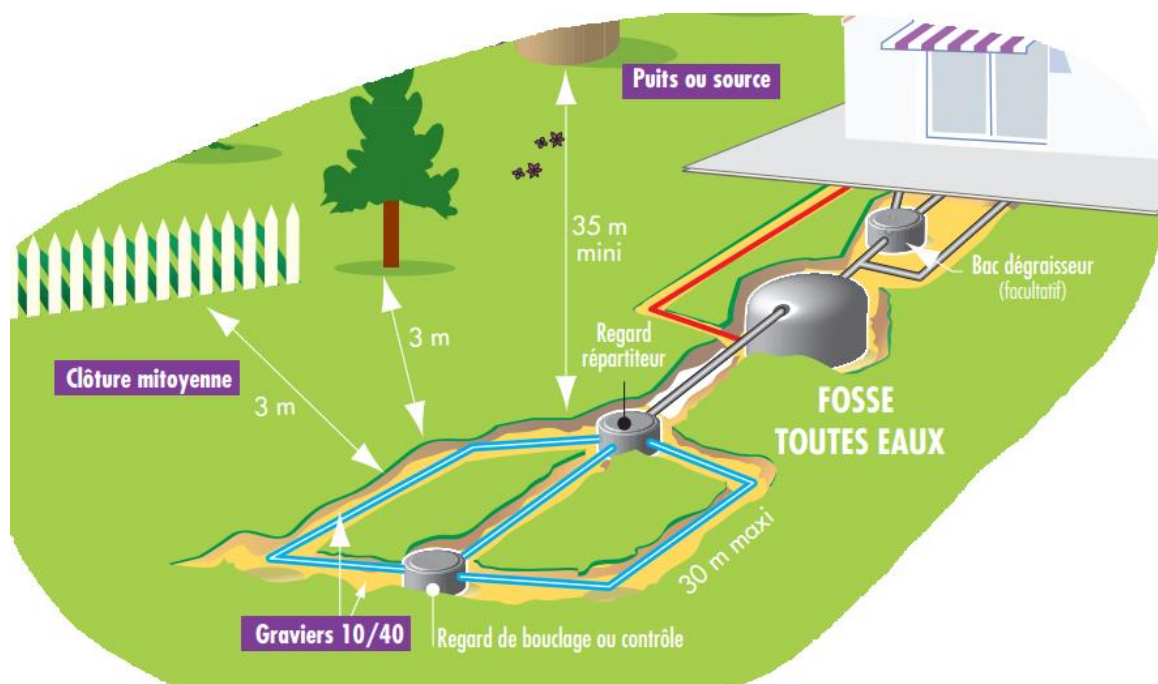


Figure n°3 : Filtre à sable vertical

Critères de mise en place :

- Perméabilité :  $K > 500 \text{ mm/h}$
- Hydromorphie/nappe : fort drainage, nappe profonde
- Epaisseur de sol : 0 à 1 m
- Pente du sol : 0 à 15 %
- Surface : à partir de  $20 \text{ m}^2$  pour 4 PP (2 chambres) puis →

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Surface* (en $\text{m}^2$ )
5	3	$3 \text{ m}^3$	25
6	4	$4 \text{ m}^3$	30
7	5	$5 \text{ m}^3$	35

\* +  $5 \text{ m}^2$  par chambre supplémentaire

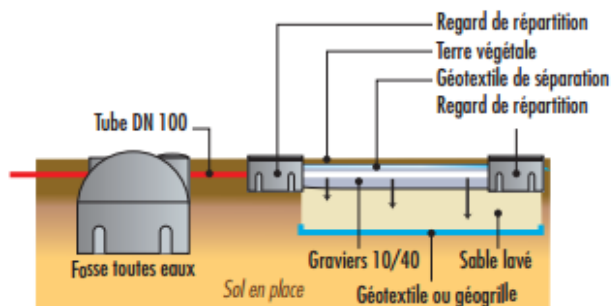
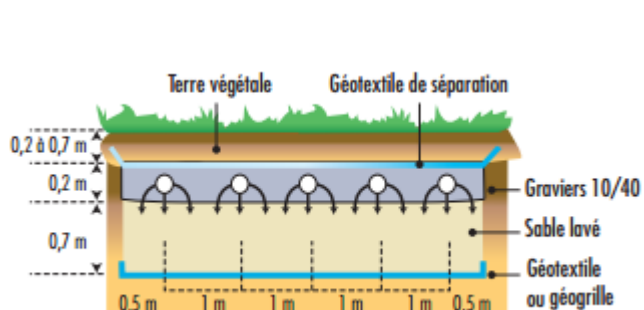
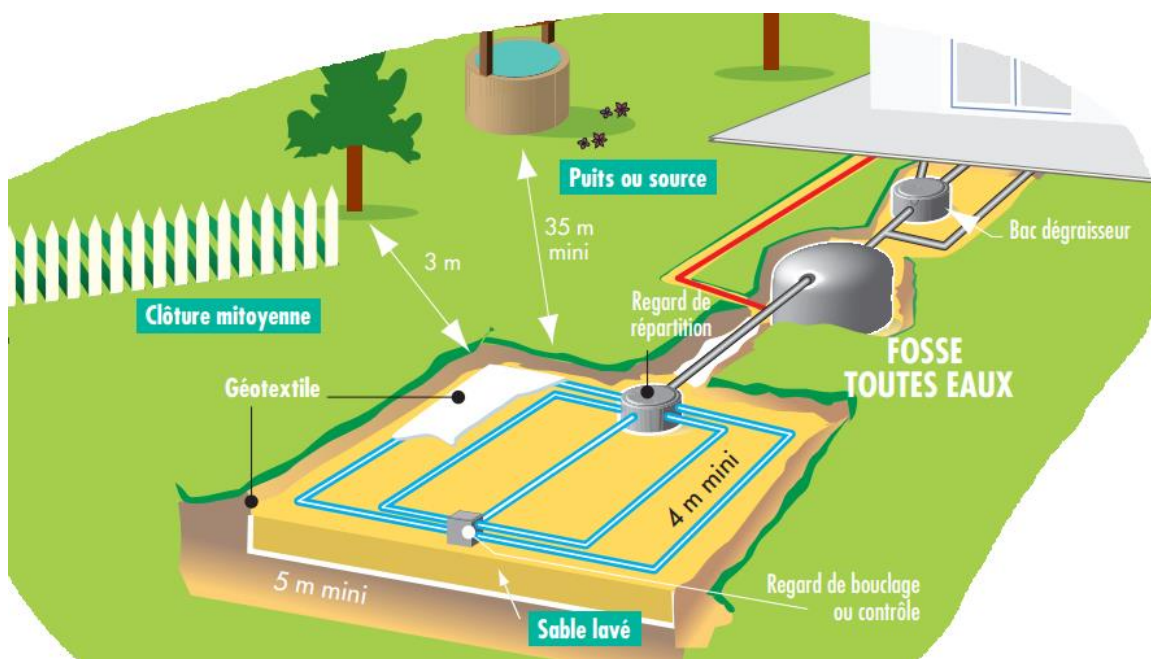




Figure n°4 : Filtre à sable vertical drainé

Critères de mise en place :

- Perméabilité :  $K < 15 \text{ mm/h}$
- Hydromorphie/nappe : hydromorphie possible
- Epaisseur de sol : 0 à 1 m
- Pente du sol : 0 à 30 %
- Surface : à partir de 20 m<sup>2</sup> pour 4 PP (2chbres) puis

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Surface* (en m <sup>2</sup> )
5	3	3 m <sup>3</sup>	25
6	4	4 m <sup>3</sup>	30
7	5	5 m <sup>3</sup>	35

\* + 5 m<sup>2</sup> par chambre supplémentaire

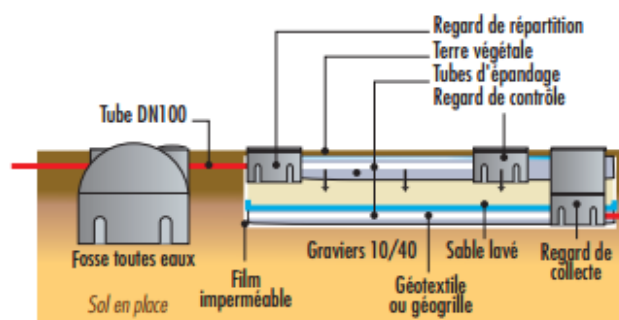
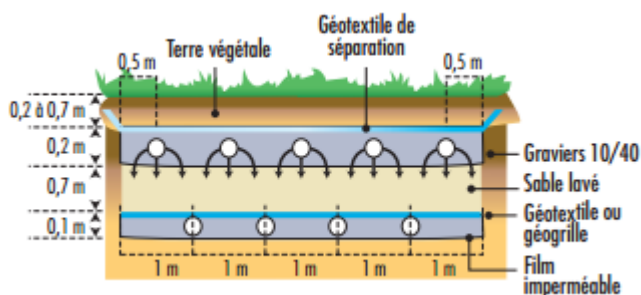
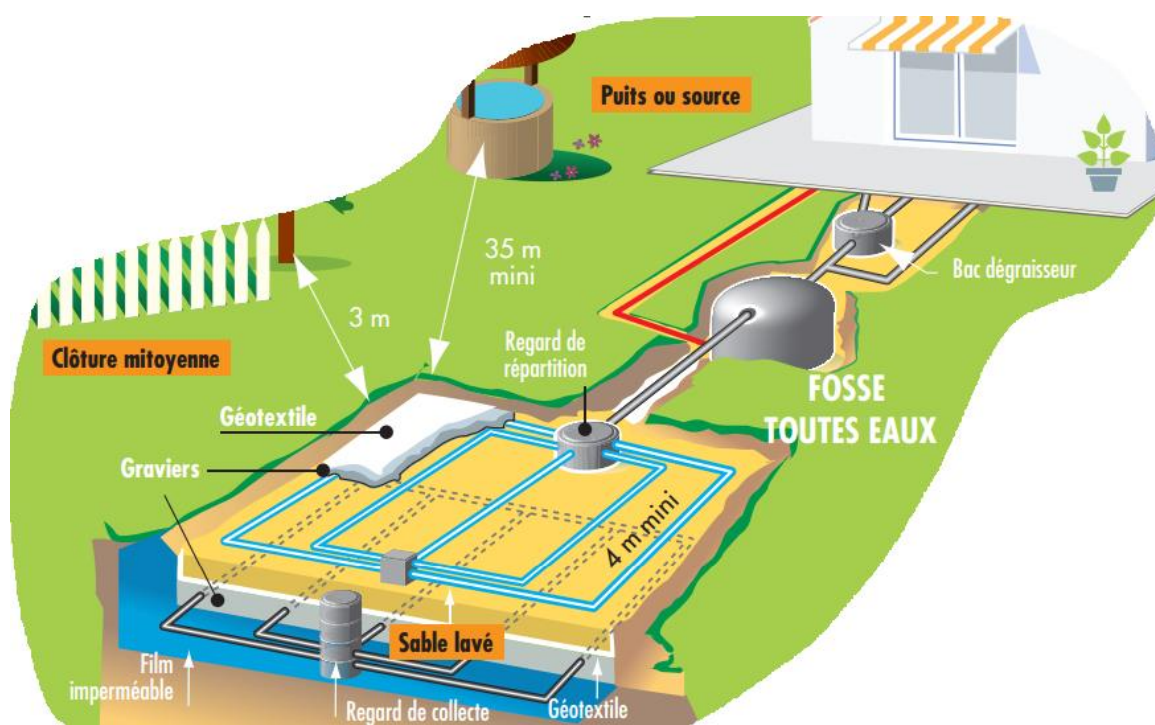


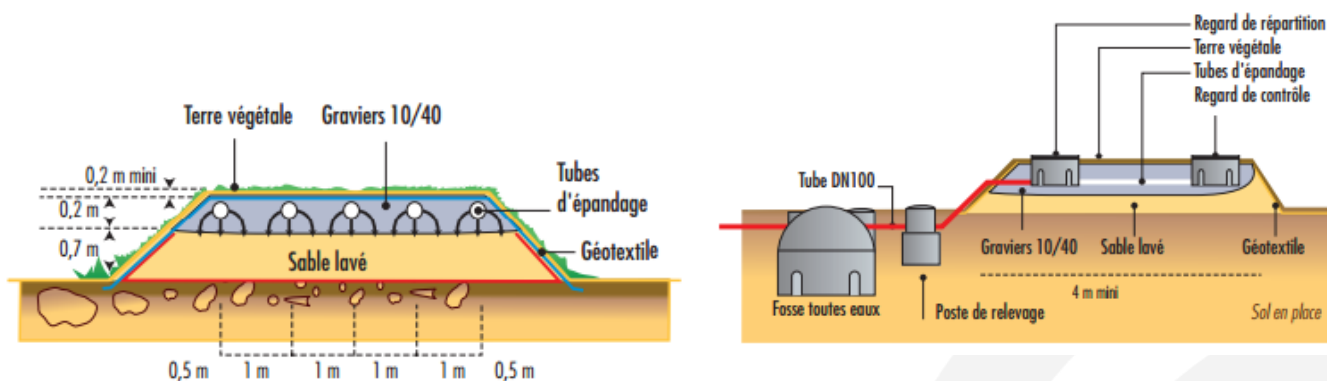
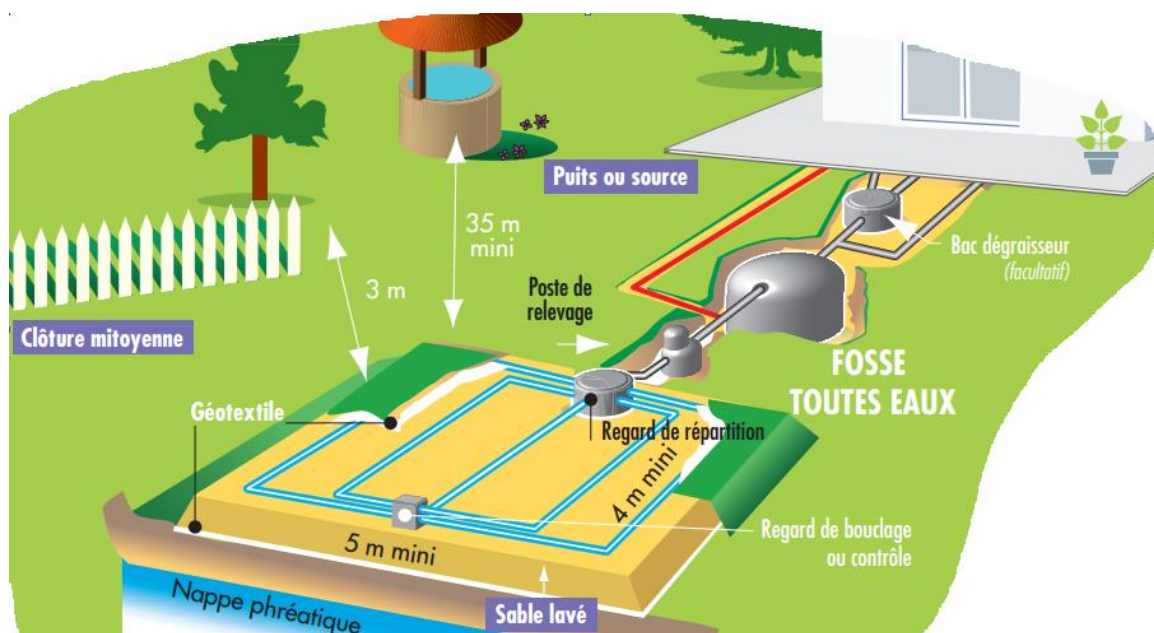
Figure n°5 : Terte d'infiltration non drainé

Critères de mise en place :

- Zone inondable, hydromorphie...
- Perméabilité entre 0 et 1,5 m :  $K = 15$  à  $+ 500$  mm/h
- Surface : à partir de  $20 \text{ m}^2$  pour 4 PP (2 chambres) puis →

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Surface* (en $\text{m}^2$ )
5	3	$3 \text{ m}^3$	25
6	4	$4 \text{ m}^3$	30
7	5	$5 \text{ m}^3$	35

\* +  $5 \text{ m}^2$  par chambre supplémentaire



### 3.2.3 Entretien des installations

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- l'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux...) ;
- la vidange de la fosse en moyenne tous les 4 ans (pour une habitation occupée à l'année) ;
- la vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- l'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et la destination des matières de vidange.

### 3.2.4 Préconisations générales à respecter lors de la mise en place d'une installation d'assainissement non collectif

Les dispositifs doivent être conformes aux prescriptions des textes suivants :

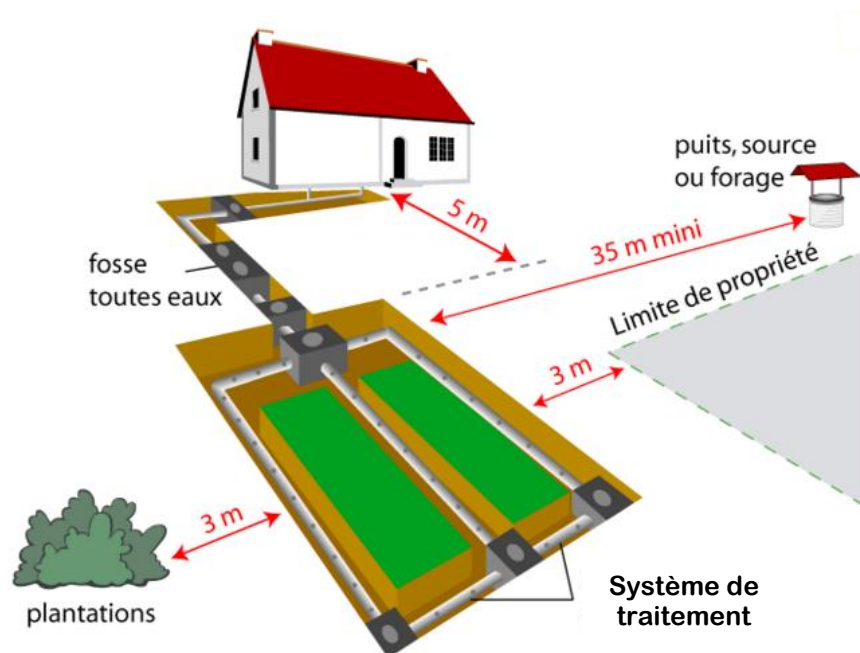
- le Document Technique Unifié DTU 64-1 ;
- l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 qui fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non-collectif.

Le DTU fixe le dimensionnement de l'installation d'assainissement individuel en fonction de la taille de l'habitation.

La fosse toutes eaux devra être disposée au plus près de l'habitation à l'écart du passage des véhicules. Le dispositif de traitement sera situé à une distance minimum de 5 m de tout ouvrage fondé (maison), à une distance minimum de 3 m de toute clôture ou de tout arbre, et à une distance minimum de 35 m de tout point de captage d'eau (sauf dérogation du SPANC). Afin d'éviter tout dysfonctionnement de la filière, il faudra éviter toute plantation de ligneux à proximité des épandages ; le cas échéant, l'utilisation d'une barrière anti-racines est conseillée.



Figure n°6 : Schéma de principe de disposition de tout système d'assainissement non collectif



Pour chaque construction :

- les travaux (nouvelles installations ou réhabilitation) sont à la charge du particulier ;
- le propriétaire reste responsable du bon fonctionnement de l'installation et de son entretien ;
- la collectivité compétente en assainissement a l'obligation de contrôler la conformité de l'installation.

### 3.2.5 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non-collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations) ;
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer...) ;
- de la nature des sols ;
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents...) ;
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Les coûts des installations d'assainissement autonome sont évalués de façon globale (mise en place du dispositif de prétraitement et de traitement), sans prendre en compte le coût de la réutilisation de tout ou partie de l'existant. Ils incluent un coût lié aux études préalables de faisabilité.

Tableau n°2 : Coûts moyens des équipements d'assainissement non-collectif

Filières de traitement		Coût moyen de l'installation (€ HT)
Prétraitement	Traitement	
Fosse septique toutes eaux	Epandage en sol naturel	7 000 €
	Filtre à sable non drainé	9 000 €
	Filtre à sable drainé	10 000 €
Filières dérogatoires à prévoir au cas par cas (filières compactes)		11 500 €

Chiffres donnés à titre indicatif sur la base de données de coûts moyens d'installations.

Le financement de l'assainissement individuel d'une nouvelle habitation est à la charge du particulier.

En ce qui concerne la réhabilitation des dispositifs d'assainissement des logements existants, la commune peut financer les travaux de réhabilitation, si elle en assure la maîtrise d'ouvrage (signature d'une convention). Des subventions peuvent être accordées par l'Agence de l'Eau en cas d'opérations groupées.

### 3.2.5.1 Remarque sur les puits d'infiltration

Le puits d'infiltration n'est pas un procédé d'épuration, mais un dispositif d'évacuation des eaux préalablement traitées. En aucun cas, il ne doit recevoir les eaux non traitées. Ce dispositif d'évacuation est soumis à dérogation préfectorale.

Le puits d'infiltration assure la dispersion des eaux dans les couches profondes lorsque le sol superficiel est imperméable et qu'il existe une couche perméable en profondeur.

### 3.2.6 Choix de la filière

Le choix d'un dispositif d'assainissement autonome est fonction de la nature du sol. La détermination de la filière est basée sur quatre critères, parfois appelés « critères SERP » :

- ◆ Sol : valeur de perméabilité ;
- ◆ Eau : hydromorphie ou présence d'une nappe proche de la surface ;
- ◆ Roche : épaisseur du sol ;
- ◆ Pente : pente moyenne du sol.

Il faut cependant ajouter un critère déterminant : la surface disponible sur la parcelle. Plus la place est restreinte, plus il faut se diriger vers des filières compactes. À titre d'exemple, la surface nécessaire pour réaliser un lit d'épandage ou filtre à sable non drainé est de 150 à 200 m², pour un filtre à sable vertical drainé ou un tertre, il faut prévoir 50 à 150 m² et en dessous de 50 m², on préférera une filière compacte.

Dans le cas où l'analyse de ces paramètres est favorable, le dispositif de traitement à mettre en place est un épandage. Néanmoins, si un des critères est limitant, le choix de la filière est défini à partir du tableau ci-après.

Tableau n°3 : Critères SERP

Critères	Facteur limitant	Choix de la filière
Sol	Perméabilité trop faible : <15 mm/h	Filtre à sable drainé
	Perméabilité trop forte : >500 mm/h	Filtre à sable non drainé
Eau	Présence d'eau dans le sol à moins de 1,30 m	Terre : Surélévation de l'ouvrage
Roche	Sol peu épais : <1,30 m	Filtre à sable drainé ou non drainé fonction du critère sol et eau
Pente	Pente >10%	Filtre à sable drainé ou non drainé fonction du critère sol, eau et roche
Surface disponible	Surface < 50 m²	Filière compacte agréée

### 3.3 Responsabilité des propriétaires

#### **Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique :**

« Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger [...]. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »

#### **Article 2 de l'article 3 de l'arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif :**

« Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux chapitres 1er et IV de présent arrêté. »

« Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter. »

#### **Article L216-6 - Version en vigueur depuis le 10 août 2016 - Modifié par LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 115 :**

« Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées.

Le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par l'article L. 173-9.

Ces mêmes peines et mesures sont applicables au fait de jeter ou abandonner des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans

*la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires.*

*Le délai de prescription de l'action publique des délits mentionnés au présent article court à compter de la découverte du dommage. »*

### 3.4 Responsabilité de la collectivité – Service de l'assainissement non collectif

L'article L 1331-11 modifié par LOI n°2022-217 du 21 février 2022 - art. 197 du Code de la Santé Publique ne prévoit pas de droit d'accès aux propriétés pour la mise en place de système d'assainissement autonome, mais uniquement pour leur contrôle et leur entretien. Plus particulièrement, un accès aux agents du service d'assainissement aux propriétés privées est prévu :

- pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;
- pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;
- pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;
- pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique.

Les agents du service de gestion des eaux pluviales urbaines ont accès aux propriétés privées pour procéder au contrôle prévu au deuxième alinéa de l'article L. 2226-1 du même code.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8, dans les conditions prévues par cet article.

Par ailleurs, l'article 6 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif souligne que l'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 1331-11 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis de visite notifié au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant, dans un délai précisé dans le règlement du service public d'assainissement non collectif et qui ne peut être inférieur à sept jours ouvrés.

L'article L. 1312-2 du Code de la Santé Publique prévoit également que « le fait de faire obstacle à l'accomplissement des fonctions des agents [...] des collectivités territoriales mentionnés à l'article L. 1312-1 est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende ». Le refus d'accès opposé à un agent assermenté est ainsi susceptible d'être sanctionné conformément à ces dispositions.

#### 3.4.1 Organisation et mise en œuvre du service d'assainissement non collectif

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, LEMA, du 30 décembre 2006 avec ses décrets d'application a transmis aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles pour le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et explicité les moyens dont disposent les collectivités pour effectuer les missions qui leur incombent.

Les missions qui sont dévolues au service d'assainissement non-collectif sont les suivantes :

- pour les dispositifs d'assainissement neufs :
  - le contrôle de conception et d'implantation qui consiste en une validation de la filière d'assainissement projetée aux regards des contraintes liées à la

configuration de la parcelle et aux caractéristiques de l'habitation (nombre de pièces notamment) ;

- le contrôle de bonne exécution qui permet d'apprécier la conformité de la réalisation vis-à-vis du projet validé lors du contrôle de conception et d'implantation, ainsi que la qualité des travaux effectués. Ce contrôle doit être effectué avant remblaiement des ouvrages ;
- pour les dispositifs d'assainissement existants :
  - La périodicité du contrôle de bon fonctionnement réalisé par le SPANC est fixée par la collectivité sans dépasser 10 ans. Toutefois, conformément à l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, les installations non conformes présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré, seront soumises à une contrevisite après un délai de 4 ans afin de vérifier la réalisation des travaux demandés :
    - il consiste en un état des lieux de l'existant. Il permet ainsi de repérer les défauts de conception et d'usure des ouvrages, de vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des ouvrages, d'apprécier les nuisances éventuelles engendrées par des dysfonctionnements, et d'évaluer si la filière doit faire l'objet ou non de travaux de réhabilitation ;
    - ce contrôle doit permettre de vérifier que le dispositif n'est pas à l'origine de problèmes de salubrité publique, de pollution ou d'autres nuisances.

Le SPANC contrôle la conformité des installations d'assainissement non-collectif dans le cadre de la vente de biens immobiliers non raccordés au réseau d'assainissement collectif. Ce diagnostic des installations d'assainissement non-collectif lors des ventes des habitations est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 (Grenelle 2). Réglementairement, il en découle une nouvelle version du Code de la Santé Publique qui précise les modalités de ce diagnostic dans son article L1331-11-1.

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Le SPANC a pour mission d'assurer un contrôle technique, il ne constitue pas une police administrative (les pouvoirs de police du Maire n'ont pas été transférés, ni délégués).

### 3.4.2 Contrôle des installations

Les prestations du contrôle technique sont les suivantes :

- pour les installations nouvelles ou réhabilitées :
  - conception et implantation ;
  - bonne exécution des ouvrages avec si possible une visite du chantier avant remblaiement.

Ce contrôle peut être réalisé en parallèle (mais distinctement) avec les procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité).

- pour les installations existantes, vérification périodique du bon fonctionnement portant sur les points suivants:
  - bon état des ouvrages et ventilation ;
  - accessibilité ;
  - bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration ;

- accumulation "normale" des boues dans la fosse ;
- qualité des rejets (si rejet en milieu superficiel) ;
- odeurs, rejets anormaux ;
- réalisation des vidanges périodiques.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles.

Ensuite, pour exercer leur mission de contrôle technique, le SPANC organise des visites systématiques de diagnostic des habitations existantes. Ces visites permettent d'examiner avec les propriétaires la conformité des installations et les modalités éventuelles de mise en conformité, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte-tenu des risques pour la santé publique.

L'accès aux propriétés est précédé d'un avis préalable de visite. Un rapport de visite est établi par le service d'assainissement dont une copie est transmise au propriétaire, à la commune, et le cas échéant à l'occupant.

La mission de contrôle technique (et éventuellement d'entretien) donne lieu à la perception d'une redevance perçue auprès de l'utilisateur, ceci en contrepartie d'une prestation rendue.

### 3.5 Diagnostic des équipements existants dans les zones non collectées – Résultats des enquêtes du SPANC

Les contrôles réalisés sur les systèmes d'assainissement non collectif ont été transmis par les différents organismes compétents (MONCO, SIVOM Rive Gauche du Cher et SIVOM Région Minière).

**Les résultats des dépouillements de ces contrôles sont à retrouver dans les notices par commune.**

### 3.6 Filière d'assainissement autonome préconisée

En fonction des épaisseurs de sol et des pentes des terrains, chaque filière d'assainissement autonome devra être adaptée à la parcelle (épandage en tranchée ou filtre à sable pouvant être aménagés en terrasse, filière compacte si place insuffisante). L'assainissement autonome sera privilégié sur les habitations placées à l'écart des réseaux d'assainissement et/ou disposant de surface suffisante.

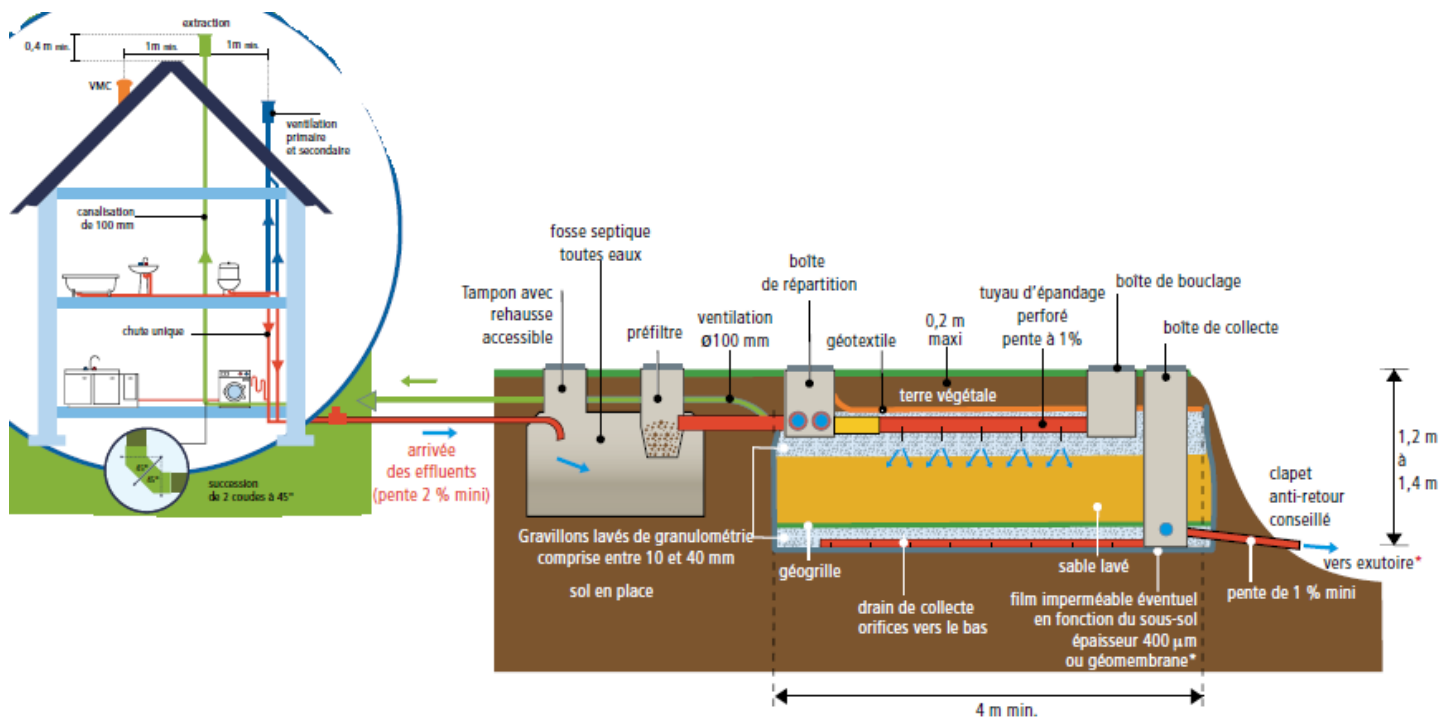
Une étude de sol à la parcelle est préconisée, en cas de nouvelle installation ou de rénovation.

Le type de sol présent impose sur la majorité du territoire la mise en œuvre d'un filtre à sable drainé pouvant être surélevé dans certains cas avec rejet dans un exutoire de type fossé, cours d'eau ou réseau d'eaux pluviales. Ce type de filière nécessite environ 20 m<sup>2</sup> pour la création du filtre à sable (pour 4 pièces principales et 5 m<sup>2</sup> par pièce principale supplémentaire) et 5 m<sup>2</sup> pour la fosse toutes eaux. Cette installation doit se situer à au moins 5 m de l'habitation et 3 m des limites de propriété.

La mise en place d'une telle filière nécessite donc d'avoir une parcelle suffisamment grande. Le coût moyen de cette filière est d'environ 10 000 € HT.



Figure n°7 : Schéma de principe d'une installation avec filtre à sable drainé



En cas de place insuffisante sur la parcelle, il sera préconisé de mettre en place une **filière compacte** comprenant généralement une fosse toutes eaux suivie d'un massif de matériaux filtrants (copeaux de coco, zéolithe...). Ces filières nécessitent de 6 à 15 m<sup>2</sup> pour une habitation comprenant 4 pièces principales. Le coût de ces filières est variable mais en moyenne, on retiendra un coût de 11 500 € HT.

Quoiqu'il en soit, pour tout système d'assainissement, une étude à la parcelle doit être réalisée pour définir exactement la filière adaptée au contexte du site (topographie, pente, surface disponible, perméabilité du sol, constitution du sol...).



## 4 PRESENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

Le tracé du périmètre a été établi sur un fond cadastral. Lorsque le plan de zonage sera approuvé après enquête publique, il constituera une **pièce opposable aux tiers**.

Le zonage de l'assainissement collectif comprend les deux types de zones suivantes :

- les zones vertes dites « limites du périmètre d'assainissement collectif actuel », qui correspondent aux zones actuellement raccordées ou raccordables à l'assainissement collectif immédiatement ;
- les zones jaunes, complémentaires aux précédentes, dites « limites du périmètre d'assainissement collectif futur », non raccordables actuellement mais pour laquelle il apparaît que la solution la plus raisonnable à terme est l'assainissement collectif.

Les secteurs concernés par aucune de ces deux zones sont placés en assainissement non collectif.

### 4.1 Généralités – Périmètre de l'assainissement collectif

Toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement. La gestion collective ou non collective des eaux usées sera donc définie par la carte de zonage pour les nouveaux permis de construire. Si le projet relève de l'assainissement individuel, une étude à la parcelle indiquera la filière technique appropriée au contexte environnemental.

Il est rappelé que d'après la circulaire du 22 Mai 1997, le classement en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu.

Ce zonage ne peut avoir pour conséquence :

- de rendre un terrain constructible ;
- d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- de constituer un droit à la gratuité des équipements publics d'assainissement, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations.

*Remarque : la Carte de Zonage d'Assainissement pourra être révisée en fonction de l'évolution du document d'urbanisme et du diagnostic effectué par le Service Public d'Assainissement Non Collectif. En cas de révision, la Carte de Zonage d'Assainissement devra à nouveau être soumise à enquête publique.*

### 4.2 Critères de choix pour le zonage de l'assainissement

De façon générale, les principaux avantages et inconvénients de chaque mode d'assainissement, autonome ou collectif, sont présentés dans le tableau qui suit.

L'ensemble de ces éléments sont pris en compte pour la réalisation du zonage d'assainissement.

Tableau n°4 : Comparaison des deux modes envisageables dans le zonage de l'assainissement

	Assainissement autonome (Maîtrise d'Ouvrage privée)	Assainissement collectif (Maîtrise d'Ouvrage publique)
<b>Avantages</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'investissements pour la collectivité</li> <li>- Utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration</li> <li>- Dispersion de la pollution traitée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La maîtrise d'ouvrage publique (communale ou intercommunale) des travaux garantit leur réalisation et un bon suivi de gestion</li> <li>- Une extension de l'urbanisation est plus aisément envisageable</li> </ul>
<b>Inconvénients</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La maîtrise d'ouvrage privée des travaux ne garantit pas rapidement leur réalisation et un bon suivi de gestion</li> <li>- Urbanisation bloquée ou très limitée dans les zones où l'aptitude des sols est médiocre et nécessite la mise en place de filières d'assainissement autonomes drainées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements financiers importants pour la collectivité</li> <li>- Création localement d'unités de traitement supplémentaires : terrain à acquérir et dispositifs à entretenir</li> </ul>

L'assainissement autonome doit être privilégié si le contexte local le permet. L'assainissement collectif est étudié dans l'étude de zonage d'assainissement comme solution alternative, compte tenu des contraintes locales ou d'un contexte particulier.

Ces facteurs, souvent concomitants, pouvant justifier l'étude d'un scénario d'assainissement collectif sont :

- l'aptitude médiocre des sols ;
- la densité de l'habitat ;
- les nuisances constatées liées au mauvais fonctionnement des filières existantes ;
- la pollution produite ;
- les perspectives d'urbanisation ;
- la proximité des réseaux existants ;
- les contraintes naturelles (pentes, zones protégées) ;
- la protection des captages d'eau potable.

### 4.3 Scénarios d'assainissement étudiés

Seuls les secteurs ayant une densité d'habitations significative ont fait l'objet d'une étude de scénarios. Celles ayant une densité trop faible et étant trop éloignées du réseau ont été placées en zone ANC.

Il est rappelé que les habitations desservies par un réseau d'assainissement collectif sont considérées comme raccordables (y compris celles dont le raccordement nécessite la mise en place d'un poste individuel de relevage). Tous les secteurs desservis par des réseaux d'assainissement sont donc considérés en assainissement collectif.

Les particuliers doivent réaliser les travaux pour se raccorder dans les 2 ans suivant les travaux de mise en service du réseau communal d'assainissement ou dans les 10 ans suivant la mise en place de leur système d'ANC. Si le logement est construit après la mise en service du réseau communal d'assainissement, le raccordement doit être réalisé lors des travaux de construction du logement.

Plusieurs secteurs sur chacune des communes ont fait l'objet d'une étude technico-économique afin de définir le mode d'assainissement. Les détails de chacune de ces études par secteurs sont détaillés dans les notices par commune.

## 5 PRESENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE PLUVIAL

Le tracé du périmètre a été établi sur un fond cadastral. Lorsque le plan de zonage sera approuvé après enquête publique, il constituera une **pièce opposable aux tiers**.

Deux zones sont définies par les documents graphiques du zonage pluvial :

- Une zone « bleue », correspondant aux zones urbanisées et à urbaniser du PLUiH dans lesquelles la gestion des eaux pluviales relève de la compétence de Montluçon Communauté ;
- Une zone « verte », correspondant aux zones non urbanisées pour lesquelles la gestion des eaux pluviales relève du service public administratif des communes.

**L'ensemble du territoire de Montluçon Communauté fait l'objet des recommandations générales ci-après en matière de gestion des eaux pluviales.**

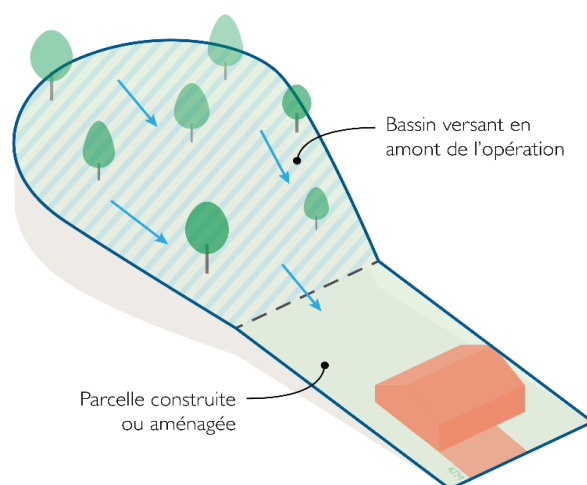
### 5.1 Rappels réglementaires

Si la surface du projet, augmentée de celle du bassin dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1 Ha, deux situations doivent être considérées :

- Les eaux de ruissellement de l'opération trouvent leur exutoire dans un collecteur enterré, propriété de la commune : le projet n'est pas soumis à la Loi sur l'Eau et seules s'appliquent les mesures prévues au PLUiH ;
- Si l'exutoire est le milieu naturel (fossé, cours d'eau...), alors l'aménageur est soumis à la « Loi sur l'Eau ». L'application de la Loi sur l'Eau impose à l'aménageur de suivre les recommandations de la DDT.

Si la surface de projet, augmentée de celle du bassin dont les écoulements sont interceptés par le projet est inférieure à 1 ha (opérations d'ensemble de petite taille ou permis individuel), elle n'est pas soumise à la Loi sur l'Eau et seules s'appliquent les préconisations du PLUiH.

**Figure n°8 : Prise en compte de la superficie globale du projet : superficie de la parcelle + superficie du bassin versant amont**



*Illustration : étude SAFEGE/ATM – zonage pluvial Aurillac/Arpajon*

Dans le cas de figure où ces préconisations ne s'appliquent pas, l'urbanisation peut se traduire par une augmentation des débits et des volumes ruisselés si aucune prescription n'est appliquée.

A cette fin, le législateur a donné aux communes la possibilité de réaliser un zonage pluvial définissant les contraintes opposables aux projets d'urbanisation. Les conditions de mise en œuvre du zonage pluvial sont définies à l'article L2224-10 du **Code Général des Collectivités Territoriales** :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique [...] :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Il est à noter que ces dispositions sont complétées par d'autres outils réglementaires permettant d'assurer la maîtrise des eaux pluviales, qui sont rappelées ci-dessous :

○ A l'échelle nationale :

➤ **Code Civil :**

Un projet ne doit pas aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales sur les fonds inférieurs et prévoit le cas échéant une compensation du possesseur des fonds inférieurs soit pas une indemnisation, soit par des travaux.

Article 640 : « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur ».

Article 641 : « Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds. Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur. »

Article 681 : « Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin. »

➤ **Code de l'Environnement :**

Tout projet d'aménagement dont le rejet des eaux pluviales est prévu dans le milieu naturel est soumis au dépôt d'un dossier de déclaration ou de demande d'autorisation selon les seuils définis à la rubrique 2.1.5.0 des articles R214-1 et R214-6 du Code de l'Environnement.

➤ **Code de l'Urbanisme :**

Ce texte permet d'imposer des prescriptions en matière de gestion des eaux, ou de refuser une demande de permis de construire ou d'autorisation de lotir en raison de l'insuffisance du projet en matière de gestion de ces eaux (articles L421-6, R111-2, R111-8 et R111-15).

L'article 9 de l'arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 préconise le principe de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible pour limiter les apports d'eau dans le système de collecte.

➤ **Arrêté du 21 juillet 2015 :**

Il préconise le principe de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible pour limiter les apports d'eau dans le système de collecte.

Des solutions techniques doivent donc être étudiées et deviennent prioritaires en cas de viabilité technico-économique.

○ A l'échelle locale :

➤ **SDAGE Loire Bretagne (2022-2027) :**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification dans le domaine de l'eau : il est l'outil de mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE).

Il définit, pour une période de six ans (2022 – 2027), les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire Bretagne. Il est établi en application des articles L212-1 et suivants du code de l'environnement.

Concernant la gestion des eaux pluviales dans le SDAGE, l'orientation 3D « Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme » précise notamment :

*« Afin d'encadrer les permis de construire et d'aménager, les documents d'urbanisme prennent dans leur champ de compétence des dispositions permettant de :*

- *limiter l'imperméabilisation des sols,*
- *privilégier le piégeage des eaux pluviales à la parcelle et recourir à leur infiltration sauf interdiction réglementaire,*
- *faire appel aux techniques alternatives au tout tuyau (espaces verts infiltrants, noues enherbées, chaussées drainants, bassins d'infiltration, toitures végétalisées stockantes, puits et tranches d'infiltration...) en privilégiant les solutions fondées sur la nature,*
- *réutiliser les eaux de ruissellement pour certaines activités domestiques ou industrielles.*

*[...] Si les possibilités de gestion à la parcelle sont insuffisantes (infiltration, réutilisation...), le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs des eaux pluviales puis dans le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits acceptables par ces derniers et de manière à ne pas aggraver les écoulements par rapport à la situation avant aménagement. [...] A défaut d'une étude spécifique précisant la valeur de ce débit de fuite, le débit de fuite maximal sera de 3 l/s/ha pour une pluie décennale et pour une surface imperméabilisée raccordée supérieure à 1/3 ha. »*

➤ **SAGE Cher Amont :**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) décline les orientations du SDAGE à l'échelle plus locale.

L'ensemble du territoire de Montluçon Communauté est inclus dans le périmètre du SAGE Cher Amont.

Les documents officiels du SAGE ont été adoptés par arrêté inter-préfectoral du 20 octobre 2015, et sont consultables sur le site du SAGE : [sage-cher-amont.fr](http://sage-cher-amont.fr).

De manière globale, le SAGE préconise une meilleure prise en compte de la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagements.

➤ **Règlement Assainissement collectif de Montluçon Communauté :**

Le règlement d'assainissement collectif a été approuvé par délibération du 19/12/2014 du Conseil Communautaire de la Communauté de l'Agglomération Montluçonnaise. Vu l'arrêté n°3187/2016 du 05/12/16 de Monsieur le préfet de l'Allier portant fusion de la Communauté de l'Agglomération Montluçonnaise et de la Communauté du Pays de Marcillat en Combrailles au sein d'une seule entité, dénommée « Montluçon Communauté » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, ce règlement s'applique désormais aux abonnés de cette nouvelle collectivité.

En ce qui concerne les eaux pluviales, le règlement comporte les dispositions suivantes :

Article 21 : « La demande adressée au service Eau et Assainissement doit indiquer [...] le diamètre du branchement pour l'évacuation du débit théorique correspondant à une période de retour fixée par le service Eau et Assainissement, compte tenu des particularités de la parcelle à desservir. Si les ouvrages publics n'ont pas la capacité d'absorber ce débit, ce dernier sera limité ce qui entraînera la création, aux frais du demandeur, d'une capacité de stockage. Sur certaines zones, des dossiers au titre de la Loi sur l'Eau peuvent être exigés avec des préconisations plus restrictives. [...] Le service Eau et Assainissement peut imposer à l'utilisateur la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tel que dessableurs ou deshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'utilisateur, sous le contrôle du service Eau et Assainissement. »

➤ **PLUiH :**

Le PLUiH peut prescrire certaines spécificités liées à la gestion des eaux pluviales :

- Limites d'emprise au sol des constructions ;
- Implantations des espaces verts ;
- Végétalisation des façades...

## 5.2 Recommandations générales

Les recommandations générales du zonage pluvial s'appliquent à toute opération dont la surface imperméabilisée est supérieure à 1 m<sup>2</sup>.

Est considérée comme imperméabilisée toute surface ne permettant pas l'infiltration des eaux pluviales dans le sol (réalisation de voirie, de parking ou de toute autre surface revêtue, construction ou extension d'une emprise bâtie).

Droit d'antériorité :

Ces recommandations ne s'appliquent pas aux opérations d'aménagement ayant fait l'objet d'un arrêté d'autorisation avant l'entrée en vigueur du zonage pluvial.

### 5.2.1 Rétention des eaux pluviales

La mise en place d'une mesure compensatoire permettra le stockage des ruissellements issus d'un événement pluvieux de période de retour 10 ans et d'une durée 1h.

### 5.2.2 Types de dispositifs de rétention et d'infiltration

Les eaux pluviales seront retenues à ciel ouvert, dans des espaces de préférence végétalisés. On pourra notamment mettre en place :

- des bassins végétalisés ;
- des prairies inondables ;
- des noues végétalisées ;
- des toitures végétalisées stockantes ;



➤ ...

Ces dispositifs, en plus d'assurer la rétention des eaux pluviales, présentent divers intérêts :

- ils participent à l'amélioration de la qualité des eaux de ruissellement,
- ils permettent le développement d'une végétation régulièrement alimentée en eau,
- ils constituent des « îlots de fraîcheur » permettant d'atténuer l'effet d'îlot de chaleur urbain,
- ils peuvent constituer des espaces propices à la biodiversité (y compris à la biodiversité du sol).

Les dispositifs végétalisés permettent également de déconnecter du réseau d'assainissement les pluies dites « courantes », c'est-à-dire les pluies les plus fréquentes, d'une hauteur inférieure à 10 millimètres.

En effet, lors d'un événement pluvieux, les premiers millimètres de précipitations peuvent être absorbés par le substrat du dispositif végétalisé, puis être évacués par l'évapotranspiration des végétaux et par infiltration diffuse : ils ne sont donc pas rejetés vers l'exutoire.

Pour assurer cette déconnexion de façon effective, on pourra caler l'exutoire du dispositif végétalisé de gestion des eaux pluviales à une cote légèrement supérieure à celle du fond du dispositif, de façon qu'une certaine lame d'eau ne puisse pas être évacuée à l'exutoire. On s'assurera que cette lame d'eau ne soit pas trop importante, pour éviter la formation d'eaux stagnantes.

Une attention particulière sera accordée à l'intégration visuelle et paysagère des dispositifs de rétention, qui devront participer à la qualité du cadre de vie. Les espaces de rétention pourront être multifonctionnels, en superposant l'usage hydraulique à d'autres usages (placette inondable, places de stationnement inondables, jardin inondable...).

Les bassins de retenue enterrés (y compris les canalisations surdimensionnées, dispositifs de type casiers alvéolaires...) ne sont tolérés que lorsqu'aucun dispositif à ciel ouvert n'est envisageable.

Hormis pour les habitations individuelles ou pour les opérations de petite superficie, la mise en œuvre de puits d'infiltration n'est pas recommandée, pour les raisons suivantes :

- Concentration des polluants en un point,
- Accentuation des risques géotechniques liés à une infiltration concentrée,
- Risque de colmatage avec le temps,
- Entretien régulier indispensable, avec une contrainte d'accessibilité difficile.

L'infiltration superficielle, sur des surfaces adaptées aux volumes d'eau à infiltrer, doit être privilégiée.

Le choix des dispositifs de rétention et d'infiltration devra par ailleurs être effectué en tenant compte des caractéristiques du terrain, de sa topographie, de sa nature pédologique et géologique, des eaux souterraines (nappe), et du bâti.

### 5.2.3 Cheminement des eaux pluviales

Les dispositifs de rétention des eaux pluviales doivent obligatoirement être alimentés gravitairement.

L'attention des pétitionnaires est attirée sur le fait que cela nécessite une conception du projet, et en particulier de son nivellement, adaptée à cet impératif.

Le cheminement à ciel ouvert et visible des eaux pluviales est à privilégier et à étudier en priorité. On pourra notamment mettre en place :

- des descentes d'eaux pluviales en façade (visibles ou intégrées aux façades), et débouchant à ciel ouvert ;
- des rigoles, caniveaux... ;
- des noues de collecte végétalisées.

On évitera de faire transiter les eaux de ruissellement par des avaloirs et des réseaux enterrés en amont des dispositifs de rétention.

#### **5.2.4 Rejet des eaux pluviales**

Les rejets gravitaires sont à privilégier. Sauf cas particulier lié à la topographie du terrain, il sera évité autant que possible le recours à des dispositifs de relevage (pompes) pour le rejet des eaux pluviales.

Le rejet s'effectue :

- Préférentiellement par infiltration dans le sol ; une étude de sol devra alors être réalisée pour déterminer sa perméabilité et s'assurer de conditions de nappe satisfaisantes,
- Vers le milieu naturel (fossé, cours d'eau) ou le réseau en assurant un débit régulé à 3 l/s/ha de surface drainée en cas d'impossibilité d'infiltrer toute ou partie des eaux avec toutefois un débit minimal de 1 l/s.

#### **5.2.5 Prise en compte du bassin versant amont**

Il est rappelé que tout projet d'aménagement doit tenir compte du bassin versant situé en amont de celui-ci.

Les éventuels ruissellements provenant du bassin versant amont et interceptés par le projet d'aménagement, devront être pris en compte dans la conception du projet et dans le dimensionnement des dispositifs de collecte et de rétention des eaux pluviales. Il s'agit notamment de protéger les aménagements réalisés de l'incidence de ces ruissellements.

Le cas échéant, le débit de rejet maximal autorisé pourra être calculé en tenant compte de la superficie du bassin versant amont dont les ruissellements sont interceptés.